

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 21/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AXENS SA**

89 Bd Franklin Roosevelt  
BP 50802  
92500 BUZENVAL

Références :  
Code AIOT : 0006601577

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- avancement des actions de mise en conformité selon les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 août 2022 ;
- respect des dispositions relatives à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes (TAR) selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;
- dispositions relatives à l'aménagement et la défense contre l'incendie de l'entrepôt dense PLUS2 selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2020.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conception des installations.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12. II.	/	Sans objet
2	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 3.	/	Sans objet
11	Dispositions relatives à la protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.	/	Sans objet
17	Nature et quantité des produits stockés	Arrêté Préfectoral du 28/05/2020, article 5.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 1.	/	Sans objet
4	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2. b)	/	Sans objet
5	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2. c)	/	Sans objet
7	Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 3. a)	/	Sans objet
8	Actions à mener si les résultats montrent un dépassement du seuil de 100 000 UFC/l	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II. 1.	/	Sans objet
9	Actions à mener si les résultats montrent un dépassement du seuil de 1000 UFC/l	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II. 2.	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV. 2.	/	Sans objet
12	Qualité de l'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28. 2.	/	Sans objet
13	Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31	/	Sans objet
14	Interdiction de la dilution des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36	/	Sans objet
15	VLE pour rejet dans le milieu naturel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38	/	Sans objet
16	Lutte incendie : ressources matérielles	Arrêté Préfectoral du 28/05/2020, article 5.1	/	Sans objet
18	Mise en conformité rejets NOx atelier CATA 3/5	AP de Mise en Demeure du 26/08/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions mises en oeuvre par AXENS pour prévenir les risques de prolifération de la légionelle sur ses tours aéroréfrigérantes en application de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 permettent, à ce jour, d'assurer le respect d'une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1000 UFC/l dans les circuits d'eau en amont de la dispersion. Le recyclage de la formation des personnes référentes, et des améliorations dans le suivi des plans d'actions issues de l'analyse méthodique des risques sont à mettre en oeuvre à l'issue de la visite d'inspection. De plus, des justificatifs d'efficacité de certains équipements de protection (dévésiculeurs) sont à transmettre.

A la suite de la mise en service du nouvel entrepôt (magasin 28) de stockage des produits finis, l'inspection a pu constater que les mesures prévues en matière de défense contre l'incendie avaient bien été mises en oeuvre.

Enfin le calendrier de mise en conformité des rejets d'oxydes d'azote de l'atelier CATA 3/5 présenté par l'exploitant est cohérent avec l'échéance imposée par l'arrêté de mise en demeure signé le 26 août 2022.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conception des installations.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12.II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.d). Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site exploite 5 tours aéroréfrigérantes (TAR). Les certificats d'efficacité des dévésiculeurs ont été présentés pour les TAR Flashes 1/2 et 3, ainsi que pour la TAR Jacir CATA 3/5.  L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les certificats des dévésiculeurs qui correspondent aux TAR : - GEA KATI/OD2 installée en 1995, sans que l'exploitant n'ait pu attester de la date de fourniture du dévésiculeur actuellement installé sur cette installation ; - GEA AMELIE installée en 2006.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Formation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.
<b>Constats :</b> La liste des personnes référentes est définie dans le document SLD_HY_004.3.1_FR_Liste des gestionnaires des TAR  L'exploitant définit 2 niveaux de formation : <ul style="list-style-type: none"><li>- formation interne générale de sensibilisation légionelles (pratiquée en 2017)</li><li>- formation externe supplémentaire pour le personnel référent en charge de la gestion des TAR.</li></ul> La dernière formation complète des personnes référentes a été dispensée en septembre 2015. Le contenu de la formation dispensée par AUDIT PROCESS comporte des points relatifs aux conditions de dispersion et de prolifération de la légionelle, à la réglementation ICPE en la matière, ainsi qu'à la gestion du risque (moyens préventifs et curatifs). Les attestations de formations des personnes référentes, toujours en poste depuis 2015, ont été présentées. L'inspection constate toutefois un retard du recyclage quinquennal de cette formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. Sur la base de l'AMR sont définis : - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés.
<b>Constats :</b> Les AMR sont révisées annuellement par Audit Process. Les dernières révisions de décembre 2021 ont été présentées. Dans le cadre de cette analyse, les points critiques sont analysés. En particulier, il n'existe aucun bras mort identifié.  Sur la base des conclusions de l'AMR, un plan d'actions TAR sur les risques significatifs identifiés est mis en place. Pour ces actions, un échéancier de réalisation est précisé.
<b>Observations :</b> Pour certains risques significatifs, les actions correctives n'ont pas été réalisées ou l'état d'avancement n'est pas renseigné. Un suivi, exhaustif et tracé au fil de l'eau, de toutes les actions associées à un risque significatif est donc nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Traitement préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
<p><b>Constats :</b> La fiche de stratégie de traitement a été présentée. Elle est datée de novembre 2018 et établie par le traiteur d'eau ALOES. Elle comporte la justification de la stratégie de traitement mis en oeuvre. Elle sera prochainement révisée avec l'ajout de la TAR du futur atelier CEVEN.</p> <p>La fiche de stratégie identifie bien les produits de décomposition.</p>
<p><b>Observations :</b> La fiche sur la stratégie de traitement doit être complétée lors de sa révision en intégrant les valeurs de concentration auxquelles les produits de décomposition sont rejetés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Nettoyage préventif de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b> Les opérations de nettoyage sont réalisées à fréquence annuelle. Le dernier nettoyage par action mécanique et chimique a été conduit en juillet 2022 lors d'un arrêt complet de l'installation.</p> <p>L'attestation de bonne exécution a été présentée.</p>
<p><b>Observations :</b> La conclusion de l'intervention fait apparaître des recommandations en matière d'actions correctives à réaliser. L'exploitant doit se positionner sur ces préconisations en présentant un plan d'actions pour chacune des TAR avec un échéancier motivé et doit s'assurer de leur cohérence et prise en compte lors de la révision des AMR.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I. 3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b>            L'exploitant a défini dans son plan de surveillance pour chaque TAR et pour chaque paramètre des valeurs cibles. L'exploitant ne fait toutefois pas explicitement apparaître les valeurs d'alerte ou d'actions au-delà des valeurs cibles. Un autre document du traiteur d'eau mentionne bien les actions engagées en cas de dérive au-delà de certaines valeurs. Une mise en cohérence du plan de surveillance est donc nécessaire pour bien identifier pour chaque paramètre les valeurs d'alerte et d'actions.            Le plan de surveillance mentionne les actions engagées lorsqu'une dérive est constatée.</p>
<p><b>Observations :</b> Le dosage de l'antitartre apparaît de manière chronique en dehors des valeurs cibles. L'exploitant doit présenter les actions mises en place pour corriger cette dérive et s'assurer de la maîtrise des impacts en matière de risque de prolifération des légionelles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p>
<p><b>Constats :</b> Les prélèvements sont réalisés à fréquence mensuelle sur les TAR en fonctionnement selon la norme NF T90-431. Les résultats consultés sur l'année 2022 ne montrent pas de dépassement du seuil de concentration de 1000 UFC/l ou l'absence de résultat du fait d'une flore interférente.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Actions à mener en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II. 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Existence de la procédure en cas de dépassement 100 000 UFC/L Cette procédure prévoit notamment un arrêt immédiat de la dispersion, l'information de l'IIC et la conservation de la souche par le laboratoire en charge des analyses.
<b>Constats :</b> Le mode opératoire conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel est présenté dans la procédure référence SLD-HYG_PR171_2.5_ Mode opératoire de gestion des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Actions à mener de dépassement du seuil de 1 000 UFC/l**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Existence de la procédure dépassement 1000 UFC/L Cette procédure prévoit notamment des actions curatives puis une nouvelle analyse, l'information de l'IIC au bout de 3 dépassements consécutifs.
<b>Constats :</b> Le mode opératoire conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel est présenté dans la procédure référence SLD-HYG_PR171_2.5_ Mode opératoire de gestion des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 10 : Carnet de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul> Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le carnet de suivi a été présenté sous forme d'un fichier informatique. Le suivi des paramètres et les dérives figurent sur le document de suivi du plan de surveillance.
<b>Observations :</b> Sur la forme, le carnet de suivi comporte l'ensemble des points attendus. Il est toutefois nécessaire d'y intégrer de manière autoportante les éventuelles interventions spécifiques réalisées sur les installations. Le schéma de principe des installations doit également être complété pour faire apparaître l'identification des lieux de prélèvement pour analyse et d'injection des traitements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Dispositions relatives à la protection des personnels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > VI.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
<b>Constats :</b> Ce panneautage n'est pas présent pour les TAR EWK (Flashes 1/2 et Flash 3).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Qualité de l'eau d'appoint**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28 > 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : - Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. - Matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses de l'eau d'appoint réalisées en mai 2022 ne font pas apparaître de dérive.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Collecte des effluents.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.
<b>Constats :</b> Les eaux résiduaires des TAR sont rejetées dans le réseau des eaux résiduaires de l'usine relié à la station d'épuration interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Interdiction de la dilution des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les valeurs limites d'émission s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.
<b>Constats :</b> Les contrôles sont réalisés à partir du point de rejet de chaque TAR et donc avant dilution avec les autres eaux résiduaires. Les points de prélèvement pour les contrôles ont été visualisés lors de l'inspection en amont du mélange avec d'autres eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 15 : VLE pour rejet dans le milieu naturel.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. — Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...] Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.
<b>Constats :</b> Les mesures trimestrielles et annuelles ont été présentées. Les résultats consultés sur l'année 2022 ne montrent pas de dépassement des valeurs limites de l'arrêté ministériel à l'exception d'un dépassement ponctuel en DCO.
<b>Observations :</b> A partir des fiches d'analyse, l'exploitant doit comparer les concentrations des substances mesurées aux valeurs limites de l'arrêté ministériel pour disposer du bon référentiel de conformité. Le polyacrylate identifié dans la stratégie de traitement n'est toutefois pas intégré aux analyses. Ainsi l'exploitant doit soit revoir sa fiche de stratégie de traitement sur la pertinence du suivi de cette substance, soit l'intégrer à son suivi annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2020, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de base pour la défense contre l'incendie de l'entrepôt dense répond aux prescriptions minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'entrepôt dense est équipé d'une détection automatique incendie ainsi que d'un système d'extinction automatique par sprinklage. Ces systèmes de détection et d'extinction sont conformes aux normes en vigueur ;</li> <li>- la réserve d'eau pour la protection par sprinklage présente un volume minimal de 550 m<sup>3</sup> positionnée à l'extérieur de l'entrepôt et constituée d'une motopompe assurant un débit minimal de 567 m<sup>3</sup>/h avec une pression minimale de 9 bars ;</li> <li>- un volume minimal de 12 m<sup>3</sup> d'eau est prévu pour assurer une alimentation des robinets d'incendie armés (RIA) pendant une durée minimale de 20 minutes ;</li> <li>- présence de 4 poteaux incendie positionnés à moins de 100 m de l'entrepôt.</li> </ul> <p>Le dimensionnement du réseau permet que 3 poteaux incendie délivrent un débit unitaire minimal de 120 m<sup>3</sup>/h et une pression de 9 bar pour chaque poteau en fonctionnement simultané. Le système de détection automatique incendie de l'entrepôt respecte notamment les dispositions de l'article 8.4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 susvisé</p>
<p><b>Constats :</b> L'entrepôt est équipé d'un dispositif d'extinction automatique s'appuyant sur un réseau de détecteurs (fumées) asservissant une extinction par sprinklage.</p> <p>L'attestation de conformité du réseau RIA à la règle APSAD R5 a été présentée.</p> <p>Les résultats des tests de débits unitaires réalisés début juillet 2022 et mesurés à environ 150 m<sup>3</sup>/h sur les 4 poteaux ont été présentés.</p> <p>Ces poteaux sont alimentés par une motopompe de 540 m<sup>3</sup>/h électrique délivrant une pression de 9 bar avec un secours diesel de 300 m<sup>3</sup>/h qui va être remplacé par un nouveau secours de 530 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>La réserve de sprinklage présente un volume utile de 559 m<sup>3</sup>. Le groupe motopompe diesel fait l'objet d'un test hebdomadaire de démarrage avec une pression relevée à 9 bar. Ce groupe assure un débit de 567 m<sup>3</sup>/h.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit détailler les modalités de réception du réseau d'extinction automatique réalisé selon le référentiel de l'assureur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 17 : Nature et quantité des produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2020, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat et conformité des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Seules les palettes de catalyseurs (produits finis) présentant les caractéristiques mentionnées à l'annexe 10 du dossier de demande de modification susvisé (référence 2019.32745183 Axens PAC PLUS2 version 2) peuvent être stockées dans l'entrepôt dense. Les quantités de produits finis stockées dans l'entrepôt dense sont limitées conformément aux dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les quantités de produits finis stockés dans le magasin 28 le jour de l'inspection relevant des rubriques 4510 et 4511 de la nomenclature des installations classées. Un travail informatique est en cours pour permettre d'établir de manière dynamique cet état des stocks en faisant le lien entre le suivi réalisé au niveau de l'entrepôt et celui issu de la production.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/08/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La société AXENS est mise en demeure, avant le 31 mars 2023, de respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 susvisé pour ce qui concerne la valeur limite d'émission en concentration en NOx de l'émissaire n°54 telle que figurant dans le tableau 2.b de l'annexe 2.</p>
<p><b>Constats :</b> Depuis le constat de cette non-conformité, des actions correctives ont été mises en place par l'exploitant (affinage régulation, modes opératoires revus). En moyenne la valeur limite d'émission est tenue mais des dépassements ponctuels restent fréquents ne permettant pas d'assurer la conformité des rejets en NOx de l'émissaire de l'atelier CATA 3/5.  Afin de finaliser la mise en conformité Axens a décidé :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. de mettre sous cocon l'atelier CATA3 au démarrage de l'atelier CEVEN qui prendra en charge les productions de CATA3 à l'origine des dépassements, avec une installation de traitement des NOx correctement dimensionnée ;</li> <li>2. pour l'atelier CATA5 d'utiliser le filtre avant DéNOx et le DéNOx des ateliers CATA 3 et CATA 5.</li> </ol> <p>Ces actions, qui vont permettre d'assurer totalement la mise en conformité demandée, sont donc liées au démarrage du nouvel atelier CEVEN.</p> <p>La mise en service de CEVEN a rencontré des retards liés à des difficultés techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>=&gt; vibrations de la charpente qui entre en résonance avec 3 équipements pouvant fragiliser la structure et accélérer son vieillissement. L'exploitant met en place des dispositifs d'amortissement complémentaires pour corriger ce phénomène vibratoire. 2 équipements sur 3 ont été équipés à ce stade avec des résultats satisfaisants</li> <li>=&gt; problème de régulation des débits aérauliques du traitement thermique =&gt; des modifications des modes de régulation sont en cours pour permettre de résoudre cette difficulté</li> <li>=&gt; problème de qualité sur plusieurs équipements industriels (brûleurs gaz, batterie de chauffe, charpente, agitateurs ...) qui ont retardé les réceptions de l'outil industriel.</li> </ul> <p>Le solde de ces différentes problématiques est attendu pour novembre avec la phase de démarrage planifiée pour décembre, les productions tests sont prévues en début d'année 2023 pour permettre la mise sous cocon de l'atelier CATA 3.</p> <p>Il n'est pas prévu de retard à ce jour par rapport à l'échéance de l'arrêté de mise en demeure du 26 août 2022.</p>
<b>Observations :</b> Un point d'étape est attendu lors du lancement des productions tests de l'atelier CEVEN pour confirmer la bonne tenue de l'échéance de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet